

Avis voté en plénière du 12 juin 2018

Mieux investir pour la France – Rapport annuel sur l'état de la France en 2018

Déclaration du groupe des Professions libérales

Pour la troisième année consécutive, le CESE parvient, grâce aux dix indicateurs de son Rapport annuel sur l'état de la France, à faire émerger le visage social et économique de la France.

Si le RAEF 2017 mettait l'accent sur les nombreuses fractures qui affectent la cohésion du pays, le millésime 2018 se focalise sur une autre dimension tout aussi déterminante pour l'avenir de la nation : l'investissement.

Le Rapport est marqué du sceau de l'ambition : celui de mieux investir pour la France, à travers la sphère publique, et les entreprises, non seulement pour dynamiser notre croissance économique, mais aussi – et tout autant – pour rendre notre système social plus inclusif, créer des emplois et diminuer les inégalités.

Co-construire, nous dit le Rapport, co-construire une politique d'investissements - à la fois massifs et ciblés - entre secteur public et secteur privé.

Les instruments de cette co-construction restent à définir, mais le groupe des professions libérales approuve cette approche, tout en insistant sur certaines préconisations.

D'une part, il est essentiel d'intensifier nos efforts en R&D, en encourageant une meilleure articulation avec le monde économique, et en augmentant les moyens consacrés à la recherche ; notre pays ne peut plus, en la matière, laisser perdurer un si profond décalage entre ses réalisations et les objectifs européens.

D'autre part, il est essentiel d'orienter l'investissement de façon plus sélectionnée ; on ne peut sélectionner qu'en mesurant : ceci suppose le développement d'une culture de l'évaluation.

Il faut prioriser la transition énergétique, notamment la rénovation énergétique, qui sera dynamisée par le numérique, ainsi que les énergies renouvelables.

Et bien sûr l'investissement doit être un moyen de lutter contre les inégalités sociales et territoriales.

Le Rapport ne dissimule pas que les freins à l'investissement sont nombreux : manque de personnels dotés de qualifications professionnelles et poids de notre dette, compte tenu de la menace d'une hausse des taux d'intérêt.

Mais, paradoxalement, ces freins à l'investissement sont précisément les motifs qui doivent nous pousser à investir davantage.

En effet, la formation est un investissement, qu'il faut articuler avec les efforts en R&D.

Et certes notre dette pèse sur notre avenir. Mais son poids se mesure par rapport au PIB, le volume de la dette est moins significatif que le taux d'endettement. Or si nos investissements sont véritablement stratégiques, ils favoriseront efficacement la croissance du PIB, et c'est ainsi – par la hausse de son dénominateur - que diminuera notre taux d'endettement. Il n'est pas exclu d'ailleurs que cette baisse du taux d'endettement par la hausse du PIB soit encore amplifiée par l'inflation elle-même.

Pour les professions libérales, qui soignent, défendent, conseillent 5 millions de personnes chaque jour, il est urgent de mettre fin aux handicaps spécifiques à l'investissement auxquels nos entreprises sont confrontées dans leur pratique professionnelle : il est essentiel que l'ambition d'une nouvelle politique d'investissement soit adaptée véritablement aux TPE PME.

Telles sont les raisons pour lesquelles le groupe des professions libérales ne peut que s'associer aux ambitions du Rapport et félicite les rapporteures, en les remerciant chaleureusement pour la qualité de ce travail collectif. Il a voté le Rapport.